

Syrie. "La nouvelle coalition rebelle est bien plus légitime"

Publié le 12/11/2012 | 18:31 , mis à jour le 12/11/2012 | 18:32

SYRIE – Après une réunion marathon de quatre jours et d'intenses pressions internationales, les composantes de l'opposition en [Syrie](#) ont signé dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 novembre [un accord pour constituer la Coalition nationale syrienne des forces de l'opposition et de la révolution](#). Cette dernière doit présenter une alternative crédible au régime de Bachar Al-Assad pour accélérer sa chute. Antoine Basbous, politologue, spécialiste du monde arabe et fondateur de l'Observatoire des pays arabes, analyse la situation pour francetv info.

Francetv info : Pourquoi créer cette coalition ? Le Conseil national syrien (CNS) ne suffisait pas ?

Antoine Basbous : Jusqu'à présent, le CNS ne s'était pas imposé comme un organe représentatif de la rébellion syrienne. Les personnalités qui le composaient n'avaient pas véritablement de contacts avec le terrain. Il s'agissait d'opposants qui avaient fui le pays depuis dix ou vingt ans pour certains.

Cette coalition intègre désormais des hommes qui connaissent les troupes qui se battent en Syrie, tout en intégrant des membres du CNS. Elle est donc bien plus légitime. Elle doit désormais prouver au monde qu'elle représente toute l'opposition, qu'elle tient le terrain et qu'elle est une alternative viable au régime de Bachar Al-Assad. De cette manière, elle pourra rassurer et encourager ses alliés à s'investir davantage.

Pourquoi maintenant ?

Aucune puissance occidentale n'a voulu mettre un pied en Syrie. Les risques sont trop grands. Le régime de Bachar Al-Assad est toujours soutenu à l'ONU par la Russie et la Chine.

D'autre part, 2012 a été une année d'élections présidentielles pour la France et les Etats-Unis. La situation en Syrie est donc passée au second plan. La mise en place de cette coalition, sous la pression des Occidentaux et de certains pays arabes, devrait accélérer les choses.

Pourquoi les négociations ont-elles été si longues ?

Elles ont débuté jeudi 8 novembre pour finir dans la nuit de dimanche à lundi, mais il est normal que le processus prenne autant de temps. Après une génération et demie de dictature, les rebelles syriens font l'apprentissage de la démocratie. Le CNS n'a pas voulu lâcher sans conditions le monopole qu'il avait acquis depuis le début du conflit. Il a donc fallu trouver un terrain d'entente sur la composition de cette coalition.

Qui est Ahmad Moaz Al-Khatib, le président de cette coalition ?

C'est un prédicateur, lui-même fils de prédicateur. Il fait partie d'une famille très religieuse, mais ouverte. Il a notamment prêché à la grande mosquée de Damas. Sa voix porte, ce qui va sans doute encourager les habitants de la capitale syrienne à se soulever plus rapidement que prévu. Agé de 52 ans, cet opposant a également été emprisonné à maintes reprises par le régime avant de se réfugier en Egypte, ce qui lui permet d'être légitime aux yeux des combattants.

La coalition peut-elle l'emporter sur le régime de Bachar Al-Assad ?

Il n'est pas difficile d'envisager un succès rapide de l'opposition. Il suffit de confier à quelques unités sûres, c'est-à-dire sous contrôle, des armes qualitatives en nombre restreint pour priver Bachar Al-Assad de son aviation. Sans ses chasseurs bombardiers, le régime se verrait dans l'incapacité de répliquer et de contenir les insurgés. La dynamique s'accélérerait alors. Mais pour confier de telles armes à l'opposition syrienne, ses alliés doivent lui faire totalement confiance. C'est l'objectif de cette coalition.

Propos recueillis par Simon Gourmellet